



Perspectives sur la répartition mondiale des actifs

Perspectives du deuxième trimestre

Revue des marchés

Les marchés mondiaux ont amorcé l'année 2026 sur une note positive, puis la situation a changé radicalement le 28 février dernier lorsqu'un conflit armé direct a éclaté entre d'une part, les États-Unis et Israël et d'autre part, l'Iran. Ce conflit a entraîné la fermeture partielle du détroit d'Ormuz par l'Iran, ce qui a retranché plus ou moins 25 % de l'offre énergétique mondiale et a fait grimper le prix du pétrole de Brent de plus de 70 % en dollars américains, sa plus forte augmentation en un seul trimestre depuis la guerre du Golfe. Par ailleurs, après une phase haussière de plusieurs années, le prix de l'or avait franchi le seuil historique de 5 000 \$ US, mais une brusque inversion de la tendance l'a fait retomber à 4 688 \$ en fin de trimestre (hausse de 8,07 % depuis le début de l'année) – un retour à la volatilité qui redéfinit le rôle de valeur refuge de l'or alors que la situation géopolitique fait fluctuer son prix. Dans ce contexte, l'indice VIX a bondi de près de 70 %, et les actions de croissance et les titres technologiques ont le plus écopé; l'indice S&P 500 a reculé de 2,60 %, plombé par le repli du secteur des technologies de l'information. Au Canada, l'indice composé S&P/TSX, à forte teneur en ressources naturelles, a en revanche progressé de 3,94 % grâce à la poussée du secteur de l'énergie – **un puissant rappel que la diversification entre les styles, les régions et les secteurs n'est pas une nécessité théorique. Au premier trimestre, son effet a été déterminant.**



Actions

- **Les marchés boursiers canadiens ont inscrit un rendement relatif exceptionnel au premier trimestre.** L'indice composé S&P/TSX a progressé de 3,94 %, tiré par les secteurs de l'énergie (30,08 %), des matériaux (10,66 %) et des services publics (11,19 %), qui ont profité de la flambée des prix des produits de base. Les titres de valeur ont nettement dépassés les titres de croissance : le rendement de l'indice MSCI Canada valeur s'est établi à 8,33 % et celui de l'indice MSCI Canada croissance, à -2,07 %. Le secteur des technologies de l'information a chuté de 22,52 %, la plus forte baisse sectorielle à la Bourse de Toronto, le marché s'étant tourné vers les actifs réels et les valeurs axées sur le revenu.
- **Les actions américaines ont fait l'objet d'un important rajustement des évaluations au premier trimestre,** et l'indice S&P 500 a perdu 2,60 % de sa valeur. La transition de la croissance vers la valeur a été déterminante : l'indice S&P 500 des titres de croissance a chuté de 6,44 % tandis que l'indice S&P 500 des titres de valeur a gagné 1,84 %. L'indice équi pondéré S&P 500 a affiché un rendement de 2,49 %, surpassant de plus de 500 points de base le rendement de l'indice pondéré selon la capitalisation boursière, ce qui démontre que la concentration dans les sociétés à mégacapitalisation a un coût. Les actions de chacune des « sept magnifiques » ont clôturé le trimestre en territoire négatif, avec en tête Microsoft (-21,88 %), Tesla (-15,84 %) et Meta (-11,68 %). Même la poussée de 40,75 % des titres de l'énergie, le secteur le plus dynamique de l'indice, n'a pas suffi à ramener l'ensemble du marché en territoire positif.
- **Les marchés boursiers internationaux et émergents ont fait preuve de résilience par rapport aux marchés américains.** L'indice MSCI EAEO a inscrit un rendement de 0,67 %, et les titres de valeur ont surpassé considérablement ceux de croissance, dans un contexte où la vitalité du secteur de l'énergie, les mesures de relance budgétaire européennes et les vents favorables générés par l'augmentation des dépenses militaires ont atténué les effets de l'incertitude générale. L'indice MSCI Marchés émergents a progressé de 1,71 %. Les gains initiaux liés à l'IA en Corée et à Taiwan ont été partiellement effacés par les difficultés économiques persistantes de la Chine, où le marasme de la consommation intérieure et le ralentissement de l'immobilier ont fait contrepoids à l'enthousiasme suscité par l'IA et les technologies, enthousiasme qui a cependant soutenu d'autres secteurs de l'indice.



Actifs alternatifs

Les marchés privés ont conclu le premier trimestre avec des facteurs fondamentaux en progression.

- **Capital-investissement :** La dynamique des nouveaux placements et des sorties s'est accélérée sous l'impulsion de rachats de moyennes entreprises, de retraits de la cote et de scissions. Par ailleurs, le secteur des logiciels connaît une période difficile alors que l'IA perturbe le modèle des logiciels-services (SaaS). L'incertitude énergétique pèse aussi sur les évaluations, ce qui pousse les investisseurs à prioriser les avantages concurrentiels et à se prémunir contre les baisses. De nombreux gestionnaires profitent de ces perturbations pour acquérir des actifs plus solides à des prix d'entrée plus avantageux.
- **Crédit privé :** Les taux de rendement offrent encore une prime attrayante par rapport à ceux des titres d'État équivalents. Malgré un léger creusement des écarts, les défauts de paiement restent limités grâce à la robustesse des bénéfices des emprunteurs et au recours à des structures de prêt prudentes. Les gestionnaires bien positionnés privilégiant une documentation rigoureuse et des titres de premier rang sont bien placés pour composer avec les risques cycliques.
- **Actifs réels :** Les infrastructures restent un grand moteur de croissance dans un contexte où des sommes massives sont investies dans les réseaux numériques, l'IA engendrant une forte demande de centres de données et de sources d'électricité fiables. Le choc énergétique provoqué par le conflit en Iran renforce aussi les arguments en faveur de projets de transition énergétique pouvant stabiliser l'offre et réduire les émissions de carbone. L'immobilier est aux premiers stades d'une relance, surtout dans le créneau du logement locatif, où les facteurs fondamentaux et la croissance des loyers s'améliorent.



Titres à revenu fixe

- **Les obligations canadiennes ont inscrit un maigre gain de 0,23 % au premier trimestre,** tandis que les obligations à plus long terme sont demeurées stationnaires. La Banque du Canada a maintenu son taux directeur à 2,25 % une troisième fois de suite en mars, invoquant la contraction de 0,6 % du PIB enregistrée au quatrième trimestre de 2025, l'augmentation du chômage à 6,7 % et les répercussions « très incertaines » du conflit au Moyen-Orient. L'inflation au Canada a même diminué à 1,8 % en février; la Banque pouvait difficilement justifier un resserrement de sa politique monétaire.
- **Le taux de rendement des obligations du Trésor américain à 10 ans a clôturé le trimestre à 4,3 %,** dans un contexte où les craintes d'inflation liées à la montée des prix de l'énergie limitaient fortement les probabilités de réduction des taux d'intérêt. La Réserve fédérale a laissé les taux inchangés, car l'inflation aux États-Unis s'est maintenue à 2,4 % en février (donnée publiée avant que se concrétisent les répercussions du conflit iranien sur les prix de l'énergie) et le rapport sur l'emploi de mars faisait état de la création de 178 000 emplois et d'un taux de chômage de 4,3 %. Les marchés sont brusquement passés de l'anticipation de modestes réductions des taux d'intérêt à la possibilité de relèvements (du jamais vu depuis le « jour de la libération »), les investisseurs craignant de voir les prix à la consommation bondir une fois que la hausse des coûts de l'énergie se sera pleinement répercutée.
- **Les primes de risque du marché obligataire ont augmenté au premier trimestre,** à des degrés variables selon la qualité du crédit. Les écarts de taux des obligations de qualité se sont légèrement élargis, et les entreprises de logiciels en tant que service sont celles qui ont subi les pressions les plus fortes, car les perturbations liées à l'IA assombrissaient leurs perspectives de bénéfices. Les écarts de taux des obligations à haut rendement se sont creusés davantage, ce qui reflète leur plus grande sensibilité aux chocs géopolitiques et à la hausse des coûts de l'énergie. Malgré les turbulences, les taux de défauts de paiement restent généralement bas, car les sociétés continuent de dégager des bénéfices robustes et leurs bilans sont généralement sains.

Perspectives des marchés

En toile de fond au deuxième trimestre : des facteurs fondamentaux solides, mais un choc d'une complexité inhabituelle. Selon les prévisions, la croissance du PIB mondial devrait avoisiner 2,9 % en 2026, et les bénéfices des sociétés de l'indice S&P 500 devraient augmenter d'environ 17 %, ce qui témoigne de la résilience de la rentabilité des entreprises, malgré la liquidation du premier trimestre. L'incertitude tient surtout au fait que nul ne sait si les perturbations dans le détroit d'Ormuz dureront assez longtemps pour forcer les banques centrales à réagir à un choc énergétique lié à l'offre face auquel la politique monétaire est peu efficace. Pour l'instant, on prévoit que la Réserve fédérale et la Banque du Canada maintiendront leurs taux au deuxième trimestre, quitte à les réduire plus tard en 2026 si les pressions liées aux cours pétroliers s'estompent comme prévu. **Dans ce contexte, la sélectivité, la gestion active et une véritable diversification sont essentielles – et ce sont précisément les forces qui permettent aux portefeuilles multi-actifs de créer de la valeur.**



Survol du portefeuilles

- **Nous maintenons une modeste surpondération des actions** par rapport à un indice de référence traditionnel 60/40; l'expansion se poursuit, les bénéfices s'élargissent et il est peu probable que le conflit en Iran modifie de façon permanente la trajectoire de la croissance mondiale.
- **Nous augmentons notre exposition aux actions de l'Europe et des marchés émergents**, qui ont été les plus liquidées malgré des facteurs fondamentaux résilients. Nous préférons investir dans les marchés internationaux à des évaluations attrayantes plutôt que d'accroître la concentration du côté des sociétés américaines à mégacapitalisation.
- **Nous maintenons un positionnement neutre sur le marché du crédit.** Nous préférons les obligations d'État de qualité aux obligations à haut rendement, en raison des écarts de taux relativement étroits actuels, et nous nous remettons à une sélection active dans le segment des titres de sociétés, pour retenir les sociétés gagnantes du secteur de l'énergie au détriment des émetteurs du secteur des logiciels actuellement soumis aux pressions causées par l'IA.
- **Nous augmentons la durée dans le segment des obligations d'État** afin de bien ancrer les portefeuilles. Les taux de rendement de départ sont plus élevés et la politique monétaire est moins accommodante qu'en 2022; les titres à revenu fixe de qualité offrent donc actuellement une couverture plus efficace contre l'augmentation des risques liés aux actions.
- **Une diversification mondiale étendue et une gestion active des risques restent essentielles.** Les événements du trimestre ont bien montré que les portefeuilles concentrés, gérés passivement et calqués sur un indice sont les plus vulnérables lorsque les corrélations s'accroissent. La véritable diversification reste la meilleure source de résilience à long terme.













Risques et occasions

- **Trajectoire du conflit en Iran :** Un cessez-le-feu pourrait rapidement inverser le choc des prix des marchandises et rendre de nouveau possibles des réductions des taux d'intérêt. En revanche, une escalade des hostilités ou une fermeture prolongée du détroit d'Ormuz modifierait considérablement les perspectives d'inflation et de croissance.
- **Pic de l'inflation aux États-Unis :** Selon les prévisions, l'inflation de base aux États-Unis atteindra environ 3 % au deuxième trimestre, sous l'effet combiné de la hausse des coûts de l'énergie et des droits de douane. La confirmation d'un pic inflationniste ouvrirait la voie à une réduction des taux d'intérêt au deuxième semestre de 2026.
- **Transition à la tête de la Réserve fédérale :** La confirmation attendue de la nomination de Kevin Warsh à la présidence de la Réserve fédérale rend incertaine l'évolution de la politique monétaire à un moment particulièrement délicat où l'économie américaine envoie des signaux contradictoires.
- **Concrétisation des bénéfices issus de l'IA :** Les « sept magnifiques » ont collectivement investi environ 650 milliards de dollars dans des infrastructures d'IA. Les résultats du premier trimestre (attendus en avril) permettront de vérifier si ces investissements accroissent les revenus et les marges bénéficiaires ou s'ils causent seulement une inflation des coûts.
- **Choix de la Banque du Canada :** Au Canada, l'inflation est de 1,8 % et le PIB s'est contracté au quatrième trimestre de 2025. La réaction des marchés, dont les cours intègrent une hausse des taux d'intérêt, semble donc excessive. Si le choc énergétique s'estompait, les attentes pourraient être revues et un vent arrière vigoureux pourrait propulser les titres à revenu fixe canadiens.
- **Endettement des ménages canadiens :** Le ratio dette/revenu des ménages canadiens est remonté à plus de 175 %. C'est le plus élevé du G7, et ce, même si le ratio du service de la dette a diminué après des baisses de taux antérieures. Les consommateurs sont donc très vulnérables à des hausses de taux ou à de nouveaux chocs énergétiques, mais ils bénéficieraient aussi de manière disproportionnée d'un assouplissement de la politique monétaire.
- **Dynamique budgétaire européenne :** Combinés au bond de 20 % des dépenses militaires de l'OTAN en Europe, le programme pluriannuel d'infrastructures et de défense de l'Allemagne et l'accélération des dépenses militaires et d'infrastructures de la France représentent un changement structurel dans la gestion des finances publiques européennes qui pourrait bien valoir des rendements supérieurs aux actions européennes jusque tard au deuxième semestre de 2026.
- **Dispersion de la croissance en Chine et dans les marchés émergents :** La Chine continue de composer avec le désendettement de son secteur immobilier et le ramollissement de la demande intérieure, tandis que de nombreux autres marchés émergents profitent de la relocalisation à proximité, des exportations de produits de base et de la demande de semi-conducteurs générée par l'IA. Cette divergence croissante augmente le risque idiosyncrasique sur les marchés émergents, mais renforce aussi les arguments en faveur d'une exposition sélective à certains pays plutôt qu'à un bêta généralisé.

« Le premier trimestre nous a rappelé que la diversification ne sert pas à éviter de rater des occasions, mais à rester dans le jeu. Les facteurs fondamentaux sont intacts. Les bénéfices demeurent vigoureux. Les évaluations sont plus attrayantes qu'elles ne l'ont été depuis des années. Le deuxième trimestre récompensera probablement les investisseurs disciplinés, sélectifs et prêts à miser sur les perturbations. »

- Craig Maddock, v.-p., gestionnaire de portefeuille principal et chef de l'équipe Gestion multi-actifs

Prévisions

Titres à revenu fixe	Perspectives	Commentaires
Ensemble de la catégorie		Depuis le début de la guerre entre les États-Unis et l'Iran, les fluctuations des taux de rendement liées aux prix de l'énergie rappellent le début de 2022. Néanmoins, les taux de rendement de départ sont plus élevés aujourd'hui et la politique monétaire est nettement moins accommodante, ce qui réduit les probabilités que les chocs énergétiques ancrent l'inflation et rend les obligations d'autant plus attrayantes. Nous augmentons la durée dans le segment des obligations d'État, mais comme la croissance devrait rester positive, nous continuons d'utiliser les titres à revenu fixe comme source pour financer la surpondération des actions.
Taux		
Canada et États-Unis		Le marché a rapidement écarté la possibilité que la Réserve fédérale procède à des baisses de taux à court terme, d'où l'augmentation des taux de rendement des obligations du Trésor. Nous nous attendons à un certain recul temporaire, car la banque centrale américaine s'abstient normalement de réagir de manière trop restrictive aux chocs énergétiques qu'elle ne peut contrôler. Nous ciblons une durée longue nette aux États-Unis, tout en détenant des titres accentuant la courbe des taux de rendement au cas où la prime à l'échéance maintiendrait les rendements des titres à 10 ans à la hausse.
Marché mondial		Les rendements en Europe ont considérablement augmenté, car la région est une importatrice nette de pétrole et est donc sensible aux chocs des cours pétroliers. Nous sommes cependant d'avis que la hausse dépasse ce que peuvent expliquer les facteurs fondamentaux, car la poussée inflationniste sera probablement temporaire, ce qui limitera toute velléité de net durcissement monétaire de la Banque centrale européenne et de la Banque d'Angleterre au cours des prochains trimestres. Nous y voyons une occasion d'accroître l'exposition aux titres de longue durée au Royaume-Uni et en Allemagne.
Titres de créance		
Titres de qualité		Les écarts de taux des titres de qualité se sont creusés avec l'augmentation des primes de risque liées à la guerre, et les secteurs déjà faibles comme celui des logiciels subissent une pression accrue, tandis que les titres du secteur de l'énergie sont avantagés. Dans ce contexte, nous adoptons un positionnement globalement neutre et mettons l'accent sur la sélection active des titres pour tirer parti de la dispersion.
Titres à haut rendement		Les écarts de taux des obligations à haut rendement se sont creusés davantage, ces titres étant plus exposés au risque géopolitique que les titres de qualité. Nous maintenons un positionnement global neutre en raison de la volatilité accrue des écarts de taux et préférons agir sur la durée par l'intermédiaire d'obligations d'État.
Actions		
Ensemble de la catégorie		Nous profitons des ventes massives provoquées récemment par le déclenchement de la guerre en Iran pour ajouter de manière sélective à nos positions, plutôt que de céder à la peur en réduisant le niveau de risque. Le conflit a poussé à la hausse les prix du pétrole et créé une rare combinaison de baisse des cours boursiers et d'augmentation des taux de rendement obligataires. À notre avis, les marchés tablent désormais sur un scénario hautement négatif qui pourrait n'être que temporaire. Les perspectives de trésorerie à long terme de nombreuses sociétés et de bien des États demeurent dans une large mesure inchangées. Nous augmentons notre exposition aux actions d'Europe et des marchés émergents, qui ont été les plus liquidées malgré la solidité des facteurs fondamentaux sous-jacents, et nous demeurons positionnés en fonction d'une phase haussière, avec une surpondération répartie proportionnellement entre les actions mondiales.
Région		
Canada		Nous maintenons une opinion neutre sur les actions canadiennes par rapport à celles d'autres pays. Les actions canadiennes sont soutenues par la forte croissance des bénéfices dans les secteurs aurifère et bancaire, qui bénéficient tous les deux de la hausse des prix des produits de base et de l'accentuation de la courbe des taux. La hausse des prix de l'or améliore les flux de trésorerie et la rentabilité des sociétés minières canadiennes, tandis qu'une courbe plus accentuée soutient les marges nettes sur intérêts des banques et la résilience de leurs bénéficiers. En même temps, les prix élevés de l'or accroîtraient la sensibilité aux conditions macroéconomiques et le risque d'évaluation dans le cas où les prix du précieux métal feraient l'objet d'une correction. Dans l'ensemble, cette dynamique consolide la situation du marché boursier canadien, malgré une volatilité accrue, et le différencie des marchés d'autres pays développés davantage exposés au ralentissement de la consommation ou dont le panier de produits de base est moins favorable.
États-Unis		Nous maintenons une opinion neutre sur les actions américaines par rapport à celles d'autres pays. Les actions américaines restent soutenues par une forte croissance des bénéfices et la poursuite de l'expansion budgétaire, comme l'ont confirmé les bons résultats publiés une fois de plus au quatrième trimestre. Les évaluations boursières de bon nombre des principales sociétés innovantes ont baissé et sont revenues à des niveaux beaucoup plus raisonnables, même si une poignée de sociétés technologiques à mégacapitalisation continuent de représenter une forte proportion de l'indice de référence. Néanmoins, l'optimisme à l'égard de sous-secteurs précis peut rapidement se dissiper, comme l'a illustré au premier trimestre la liquidation d'actions de sociétés de logiciels-services provoquée par les craintes de perturbations liées à l'IA. Comme notre surpondération globale des actions nous expose déjà substantiellement aux marchés américains, nous ne voyons pas vraiment de raisons d'en rajouter.
Marchés internationaux		Nous maintenons une opinion neutre sur les actions internationales par rapport à celles d'autres marchés. Nous privilégions les marchés internationaux plus cycliques, en particulier en Europe. La France, l'Italie et l'Espagne offrent une croissance des bénéfices et une confiance des investisseurs supérieures, et les évaluations y sont moins élevées que sur des marchés plus défensifs comme la Suisse, tout en restant étroitement liées aux principaux moteurs de croissance de la zone euro. Notre penchant est soutenu par la stabilisation de la situation politique en France, la croissance remarquable de l'Espagne et l'assainissement en cours des finances publiques et de la dynamique budgétaire en Italie.
Marchés émergents		Nous avons profité de la liquidation récente pour accroître notre exposition aux marchés émergents dans le cadre de notre surpondération globale des actions. À notre avis, à la suite du repli récent des marchés, les évaluations sont inférieures à ce que justifient les facteurs fondamentaux sous-jacents, surtout parmi les sociétés axées sur la technologie, qui devraient être moins sensibles aux chocs énergétiques que celles des secteurs plus traditionnels à forte intensité de produits de base. Cette conjoncture crée une occasion de profiter, à un point d'accès attrayant, de la croissance structurelle et de l'innovation sur les marchés émergents, tout en tenant compte de l'incertitude macroéconomique à court terme.

Légende :  Surpondérée  Neutre surpondérée  Neutre  Neutre sous-pondérée  Sous-pondérée

Rendements des marchés

Titres à revenu fixe						
Obligations	3 mois	6 mois	CA	1 an	TCAC – 3 ans	TCAC – 5 ans
Obligations universelles FTSE Canada (\$ CA)	0,23 %	-0,09 %	0,23 %	0,84 %	3,49 %	0,73 %
Obligations de toutes les sociétés canadiennes (\$ CA)	0,14 %	0,48 %	0,14 %	2,77 %	5,67 %	2,25 %
Titres à revenu fixe canadiens à rendement élevé Morningstar (\$ CA)	0,22 %	1,38 %	0,22 %	5,66 %	8,29 %	4,50 %
Obligations de sociétés américaines ICE BofAML (\$ CA)	-0,89 %	-0,61 %	-0,89 %	1,19 %	3,48 %	-0,05 %
Obligations américaines à haut rendement ICE BofAML (\$ CA)	1,19 %	1,00 %	1,19 %	2,88 %	9,51 %	6,33 %
Bloomberg US Aggregate (\$ US)	-0,05 %	1,05 %	-0,05 %	4,35 %	3,63 %	0,31 %
Bloomberg Global Aggregate (\$ US)	-0,54 %	0,30 %	-0,54 %	4,78 %	4,70 %	0,76 %
Actions						
Actions canadiennes	3 mois	6 mois	CA	1 an	TCAC – 3 ans	TCAC – 5 ans
S&P/TSX composé (\$ CA)	3,94 %	10,43 %	3,94 %	34,83 %	21,18 %	15,19 %
Actions américaines						
S&P 500 (\$ CA)	-2,60 %	-1,50 %	-2,60 %	14,23 %	19,53 %	14,44 %
Moyenne industrielle Dow Jones (\$ CA)	-1,44 %	1,01 %	-1,44 %	8,82 %	14,94 %	11,41 %
NASDAQ (\$ CA)	-5,42 %	-4,44 %	-5,42 %	21,02 %	22,13 %	12,60 %
Actions mondiales						
MSCI Monde (\$ CA)	-1,83 %	-0,27 %	-1,83 %	15,29 %	17,97 %	12,60 %
MSCI Asie-Pacifique hors Japon (\$ CA)	4,42 %	6,35 %	4,42 %	32,65 %	16,63 %	6,28 %
MSCI Japon (\$ CA)	3,35 %	5,13 %	3,35 %	22,47 %	17,33 %	9,21 %
MSCI Europe (\$ CA)	-0,92 %	3,72 %	-0,92 %	16,21 %	15,13 %	11,79 %
MSCI Marchés émergents (\$ CA)	1,71 %	4,99 %	1,71 %	26,35 %	16,60 %	6,37 %

Sources : Bloomberg et Morningstar. Rendements au 31 mars 2025.

Équipe Gestion multi-actifs

Craig Maddock

V.-p., gestionnaire de portefeuille principal et chef, équipe Gestion multi-actifs

Adam Bomers

V.-p. et gestionnaire de portefeuille

Yuko Girard

V.-p. et gestionnaire de portefeuille

Jenny Wang

Gestionnaire de portefeuille

Wesley Blight

V.-p. et gestionnaire de portefeuille

Ian Taylor

V.-p. et gestionnaire de portefeuille

Mark Fairbairn

V.-p. et gestionnaire de portefeuille

Richard Schmidt

Gestionnaire de portefeuille

Formée de gestionnaires responsables des programmes de gestion d'actifs de Fonds Scotia et Fonds Dynamique, l'équipe Gestion multi-actifs supervise plus de **140 milliards de dollars*** placés dans des solutions multi-actifs. Elle se charge de la constitution des portefeuilles, de la politique de répartition de l'actif ainsi que de l'analyse et de la sélection des stratégies de placement. Elle participe également au contrôle diligent et à la gestion courante de l'ensemble des solutions de portefeuille.

Équipe de soutien :

2 gestionnaires de portefeuille adjoints | 8 analystes

1 négociateur et gestionnaire de portefeuille | 2 spécialistes de portefeuille

* Au 31 décembre 2025.

Les placements dans les fonds communs peuvent entraîner des commissions, des commissions de suivi, des frais de gestion et des charges. Prenez connaissance du prospectus avant d'investir. Les fonds communs de placement ne sont pas garantis ni assurés par la Société d'assurance-dépôts du Canada ni par un autre organisme public d'assurance-dépôts. Leur valeur change fréquemment et le rendement antérieur est susceptible de ne pas se répéter. Les renseignements contenus dans le présent document ne doivent pas être considérés comme des conseils en placement. Avant de mettre en œuvre une stratégie de placement ou de fiscalité, les investisseurs devraient consulter leur conseiller, qui leur fournira des recommandations adaptées à leurs besoins et tiendra compte de leur situation ainsi que des plus récents renseignements à sa disposition.

Les renseignements fournis aux présentes, notamment ceux qui ont trait aux taux d'intérêt, aux conditions des marchés, aux positions des portefeuilles et à d'autres aspects des placements, peuvent changer sans préavis. Gestion mondiale d'actifs Scotia n'est pas responsable de la mise à jour de l'information ni des points de vue exprimés. Le présent document contient des renseignements ou des données provenant de sources externes qui sont réputées fiables et exactes en date de la publication, mais Gestion mondiale d'actifs Scotia ne peut en garantir la fiabilité ni l'exactitude. Les renseignements figurant aux présentes ne doivent pas être considérés comme des conseils en placement. Les Fonds Scotia^{MD} et les Fonds Dynamique^{MD} sont gérés par Gestion mondiale d'actifs Scotia, société en commandite dont le commandité est détenu en propriété exclusive par La Banque de Nouvelle-Écosse. Les Fonds Scotia et les Fonds Dynamique sont offerts par Placements Scotia Inc. ainsi que par d'autres courtiers et conseillers. Placements Scotia Inc. est une société en propriété exclusive de La Banque de Nouvelle-Écosse et est membre de l'Organisme canadien de réglementation des investissements. Banque Scotia^{MD} s'entend de La Banque de Nouvelle-Écosse ainsi que de ses filiales et sociétés affiliées, y compris Gestion d'actifs 1832 S.E.C. et Placements Scotia Inc. Gestion mondiale d'actifs Scotia^{MD} est un nom commercial utilisé par Gestion d'actifs 1832 S.E.C., société en commandite dont le commandité est détenu en propriété exclusive par la Banque Scotia. ^{MD} Marques déposées de La Banque de Nouvelle-Écosse, utilisées sous licence. © La Banque de Nouvelle-Écosse, 2026. Tous droits réservés.